

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1919.

Projet de loi relatif au recouvrement de créances arriérées en matière de douanes et d'accises.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'article 1^{er} de l'arrêté-loi pris au Havre le 8 avril 1917, déclare abrogées de plein droit, au fur et à mesure de la libération du territoire, toutes les mesures prises par l'occupant. Cette disposition a eu surtout pour but d'anéantir les décrets portant atteinte à la propriété privée et aux droits individuels des citoyens ou violant les principes du Droit des gens.

Mais le Gouvernement belge n'a évidemment pu avoir l'intention de se priver, lors de la rentrée en exercice de la Souveraineté nationale, des ressources légitimes destinées aux besoins du pays, et il a encore moins voulu exonérer certains contribuables retardataires des charges fiscales que l'Administration belge avait jugées indispensables, pendant la guerre, pour faire face aux nécessités du moment.

L'occupant a fait rentrer les créances anciennes de l'État existant au moment de l'invasion ou devenues exigibles depuis lors; l'autorité légitime doit donc pouvoir aussi percevoir les créances échues après l'occupation et qui subsistent dans l'état où elles ont été créées.

C'est ce qui vous a déterminés, Messieurs, à proroger, par la loi transitoire des finances du 28 décembre 1918, la perception de certains impôts *directs* établis ou modifiés pendant la guerre, afin d'assujettir à la règle commune les contribuables qui étaient en retard de les acquitter.

Les Chambres n'ont pas jugé nécessaire alors de prendre la même décision à l'égard des droits de douane ou d'accise, parce qu'en principe, ceux-ci sont acquittés au moment où ils prennent naissance.

Une question se trouve ainsi en suspens relativement à des faits *antérieurs à la libération du territoire* : il s'agit, d'un côté, de droits qui ont été fraudés et, d'un autre côté, de certains droits d'accise portés à un compte de crédit moyennant caution.

On ne peut évidemment pas consacrer une inégalité flagrante en faveur des contribuables récalcitrants qui, pendant la guerre, ont éludé leurs obligations fiscales et sont parvenus, jusqu'à ce jour, à se soustraire à la contrainte du fisc et du pouvoir judiciaire. Et il est non moins évident que les droits d'accise exigés des industriels jouissant d'un compte de crédit à termes, doivent être supputés d'après les mêmes bases que celles appliquées aux paiements effectués au comptant pour des fabrications similaires faites dans le même temps.

Il faut donc que les contribuables retardataires et les bénéficiaires d'un terme de crédit soient passibles des droits en vigueur durant l'occupation. Sinon, on devrait en venir à accorder à d'autres contribuables la remise des impôts qu'ils ont acquittés sans contrainte pour faire face au besoin du Trésor public belge et permettre le maintien de la vie publique dans le territoire envahi.

La raison d'ordre budgétaire et financier se joint aux considérations de justice et d'égalité pour justifier le principe du projet de loi que j'ai l'honneur, Messieurs, de soumettre à vos délibérations.

Il est entendu qu'il ne peut plus être question, en ce qui concerne les impôts indirects, d'établir des cotisations nouvelles sur les bases créées par les arrêtés allemands, et que seuls les *faits acquis* ou les constatations officielles faites pendant l'occupation, peuvent encore entrer en ligne de compte depuis la libération du territoire. Dès ce moment, les impôts indirects sont régis par les lois belges. Ce principe reste absolu, et pour faire disparaître les derniers vestiges de la répression édictée par les arrêtés allemands, il est même expressément stipulé que *la procédure* quant au recouvrement et aux sanctions sera celle inscrite dans les lois belges en vigueur avant l'invasion du pays. Les pénalités éventuelles sont prévues dans les lois spéciales d'accise, dans la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée et des accises, dans celle du 6 août 1849 sur le transit ou dans celle du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude.

En ce qui concerne spécialement l'impôt sur le sel, d'institution allemande et définitivement aboli, j'ai accordé la restitution des droits afférents aux quantités restées en stock chez les sauniers, les négociants en gros et dans les offices de ravitaillement ; ces droits échappent à la mesure proposée et seules les fraudes ou les redevabilités arriérées, antérieures à la retraite de l'ennemi, devront recevoir une suite normale, conformément aux dispositions belges citées ci-dessus.

D'une façon générale, il n'y a donc à envisager que les droits de consommation que les vendeurs ont presque toujours eu soin d'incorporer dans leur prix de vente ; on n'exigera ainsi, en réalité, qu'une restitution à charge de ceux auxquels les consommateurs ont déjà versé ces taxes et au delà.

En résumé, Messieurs, les propositions que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations ont uniquement pour but de bannir du terrain de l'impôt des injustices qui heurteraient l'esprit d'égalité inscrit à l'article 112 de la Constitution. Aussi ai-je la confiance que les Chambres accueilleront favorablement le projet.

Je me permets d'ajouter que celui-ci a un caractère d'urgence.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

**Projet de loi relatif au recouvrement
de créances arriérées en matières
de douanes et d'accises.**

**Ontwerp van wet betreffende het invor-
deren van achterstallige schuld-
vorderingen in zake douanen en
accijnzen.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

**Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, présentera en Notre nom,
aux Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :**

ARTICLE UNIQUE.

**Le recouvrement des droits d'entrée
ou d'accise inscrits à un compte de
crédit à termes ou résultant d'un titre
de perception antérieur à la libération
du territoire, se fera suivant la procé-
dure et sous les sanctions établies par
la législation belge existant avant l'in-
vasion du pays. Le montant des droits
sera calculé d'après le tarif déterminé
par les lois et arrêtés en vigueur au
moment où ces impôts ont pris nais-
sance.**

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

**Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,**

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

**Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
indienen waarvan de inhoud volgt :**

EENIG ARTIKEL.

**De invordering der invoer- of accijns-
rechten geboekt in eene rekening van
crediet op termijnen of voortvloeiende
uit eenen heffingstitel die de vrijmaking
van het grondgebied voorafgaat, wordt
gedaan volgens de rechtspleging en
onder de bekrachtigingen vastgesteld bij
de Belgische wetgeving bestaande vóór
de overweldiging van het Rijk. Het
bedrag der rechten wordt berekend naar
het tarief bepaald bij de wetten en
besluiten van kracht op het oogenblik
waarop deze belastingen ontstonden.**

**Gegeven te Brussel, den 29^e Juni
1919.**

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JULI 1919.

Ontwerp van wet betreffende het invorderen van achterstallige
schuldvorderingen in zake douanen en accijnzen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Artikel 1 van het besluit-wet genomen te Havre den 8 April 1917, verklaart van rechtswege afgeschaft, naarmate het grondgebied vrij gemaakt wordt, al de maatregelen genomen door de bezettingsmacht. Deze bepaling heeft vooral voor doel de verordeningen te niet te doen welke afbreuk doen op den privaten eigendom en aan de persoonlijke rechten der burgers, of die de beginselen krenken van het volkenrecht.

Maar de Belgische Regeering heeft klaarblijkelijk het inzicht niet kunnen hebben zich, bij het terug in werking treden der Nationale Souvereiniteit, te versteeken van de wettige middelen bestemd tot de noodwendigheden des Rijks, en zij heeft nog min gewild dat zekere nalatige belastingschuldigen zouden ontslagen worden van de fiscale lasten welke het Belgisch Beheer onmisbaar geoordeeld had, gedurende den oorlog, om te voorzien in de noodwendigheden van het tijdstip.

De bezettingsmacht heeft de oude schuldvorderingen van den Staat, welke ten tijde der overweldiging bestonden of sedert dien betaalbaar zijn geworden, doen invorderen; het wettig gezag moet dus ook de schuldvorderingen kunnen innen welke vervallen zijn na de bezetting en die blijven voortbestaan in den Staat waarin zij ontstonden.

't Is hetgeen u heeft doen besluiten, Mijne Heeren, door de overgangsfinanciënwet van 28 December 1918 de heffing van zekere gedurende den oorlog vastgestelde of gewijzigde *rechtstreeksche* belastingen te doen voortduren, ten einde de belastingschuldigen, die nagelaten hadden dezelve te kwijten, aan den algemeen regel te onderwerpen.

De Kamers hebben het alsdan niet noodig geacht dezelfde beslissing te nemen ten opzichte van de tol- of accijnsrechten, om reden dat deze over 't algemeen bij hun ontstaan gekweten worden.

Een vraagstuk blijft aldus onopgelost aangaande feiten die de vrijmaking van het landgebied voorafgaan : er is sprake, eenerzijds, van ontdoken rechten en, anderzijds, van zekere accijnsrechten geboekt in eene rekening van crediet onder waarborg.

Men mag natuurlijk geene in het oog vallende ongelijkheid bekrachtigen, ten bate der weerspännige belastingschuldigen die, gedurende den oorlog, hunne fiscale plichten ontdoken hebben, en die er in gelukt zijn tot op heden zich aan de dwangmiddelen van den fiscus en van de rechterlijke macht te onttrekken. En het is niet min duidelijk dat de accijnsrechten, welke vereischt worden van de nijverheidslieden die het genot hebben van eene kredietrekening op termijnen, moeten berekend worden volgens dezelfde grondslagen als die welke worden toegepast op betalingen gedaan met gereed geld voor soortgelijke en in gedurende denzelfden tijd vervaardigde voortbrengselen.

De nalatige belastingschuldigen en degene die het genot hebben van eene kredietrekening, behooren dus onderworpen te worden aan de rechten die van kracht waren gedurende de bezetting. Zooniet zou men ertoe moeten komen, aan andere belastingschuldigen de teruggave te verleenen van de belastingen die zij zonder dwang gekweten hebben om te voorzien in de noodwendigheid van de Belgische openbare Schatkist, en om het voortbestaan van het openbaar leven in het bezet grondgebied mogelijk te maken.

De reden van begrootings- en financieele orde staft de beschouwingen van recht en gelijkheid om het beginsel te wettigen van het wetsontwerp, welk ik de eer heb, Mijne Heeren, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

Het is verstaan dat er geen spraak meer van kan zijn, om wat de onrechtstreeksche belastingen betreft, nieuwe aanslagen te vestigen op de grondslagen door de Deutsche besluiten ingevoerd, en dat er sedert de vrijmaking van het grondgebied alleenlijk nog rekenschap kan gehouden worden met de feiten verkregen of met de officieele vaststellingen gedaan gedurende de bezetting. Van dit oogenblik af worden de onrechtstreeksche belastingen beheerscht door de Belgische wetten. Dit beginsel blijft onge-rept, en om de laatste sporen te doen verdwijnen van de beteugeling uitgevaardigd door de Deutsche besluiten, wordt zelfs uitdrukkelijk bepaald dat de *rechtspleging* aangaande de invordering en de straffen die zal zijn welke voorkomt in de vóór de overweldiging des Rijks van kracht zijnde Belgische wetten. De gebeurlijke straffen zijn voorzien in de bijzondere wetten op de accijzen, in de algemeene wet van 26 Augustus 1822 betreffende het ontvangen der invoer- en accijnsrechten, in deze van 6 Augustus 1849 op den doorvoer en in deze van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij.

Wat meer bepaald de belasting op het zout betreft, belasting tot stand

gebracht door de Duitschers en voorgoed afgeschaft, heb ik de teruggave toegestaan van de rechten op de hoeveelheid in voorraad gebleven bij de zoutzieders, de handelaars in 't groot en in de bevoorradingsdiensten; deze rechten ontsnappen aan den voorgestelden maatregel en alleen de ontdoken of de achterstallige sommen verschuldigd vóór den aftocht van den vijand, zullen moeten een normaal vervolg ondergaan luidens de hierboven aangehaalde Belgische bepalingen.

In 't algemeen behooren dus enkel in aanmerking te worden genomen de verbruiksbelastingen welke de verkoopers bijna altijd zorg hebben gehad in den verkoopprijs te begrijpen; men zal aldus, wèzenlijk, maar eene teruggave eischen ten laste van degene aan wie de verbruikers reeds deze taxes en meer dan deze taxes gestort hebben.

Kortom, Mijne Heeren, de voorstellen welke de Regeering de eer heeft aan uwe beraadslagingen te onderwerpen hebben alleenlijk voor doel uit het gebied der belastingen onrechtvaardigheden te verbannen welke tegen den geest van gelijkheid, die artikel 112 der grondwet geboekt staat, zouden indruischen. Ook vertrouw ik dat de Kamers het ontwerp gunstig zullen onthalen.

Ik veroorloof mij erbij te voegen dat dit ontwerp van dringenden aard is.

De Minister van Financien,

LEON DELACROIX.

**Projet de loi relatif au recouvrement
de créances arriérées en matières
de douanes et d'accises.**

**Ontwerp van wet betreffende het invor-
deren van achterstallige schuld-
vorderingen in zake douanen en
accijnzen.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des
Finances, présentera en Notre nom,
aux Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le recouvrement des droits d'entrée
ou d'accise inscrits à un compte de
crédit à termes ou résultant d'un titre
de perception antérieur à la libération
du territoire, se fera suivant la procé-
dure et sous les sanctions établies par
la législation belge existant avant l'in-
vasion du pays. Le montant des droits
sera calculé d'après le tarif déterminé
par les lois et arrêtés en vigueur au
moment où ces impôts ont pris nais-
sance.

Donné à Bruxelles, le 29 juin 1919.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op de voordracht van Onzen Eersten
Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
indienen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De invordering der invoer- of accijns-
rechten geboekt in eene rekening van
crediet op termijnen of voortvloeiende
uit eenen heffingsstiel die de vrijmaking
van het grondgebied voorafgaat, wordt
gedaan volgens de rechtspleging en
onder de bekrachtigingen vastgesteld bij
de Belgische wetgeving bestaande vóór
de overweldiging van het Rijk. Het
bedrag der rechten wordt berekend naar
het tarief bepaald bij de wetten en
besluiten van kracht op het oogenblik
waarop deze belastingen ontstonden.

Gegeven te Brussel, den 29ⁿ Juni
1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.